Des croisés de l'environnement récompensés par le prix Goldman

Partage international n° 134 – Octobre 1999

Un jeune Birman qui dénonce les abus perpétrés contre l'environnement et les droits de l'homme, deux femmes aborigènes opposées à l'exploitation d'une mine d'uranium en Australie et un avocat camerounais protecteur des vastes forêts de sa région furent parmi les lauréats du 10e prix Goldman pour l'environnement, qui a lieu chaque année. Les autres lauréats furent récompensés pour la promotion de techniques de pêche renouvelables au Canada, le combat mené contre des pratiques de pêche destructrice au Honduras, et l'arrêt d'un projet gouvernemental de construction d'un barrage en Slovaquie.

« Eléphant blanc »

Ka Hsaw Wa, un jeune homme issu de la minorité ethnique Karen, en Birmanie, fut torturé et risqua sa vie pour sa lutte contre la politique du gouvernement militaire de son pays, dans le domaine de l'environnement et des droits de l'homme. Ka Hsaw Wa, « Eléphant blanc » dans la langue birmane, est le pseudonyme qu'il a adopté par crainte des représailles de son gouvernement.

Suite à sa participation, en 1998, à d'importantes manifestations d'étudiants contre le pouvoir militaire en place, il fut arrêté et torturé durant trois jours. Les manifestations se terminèrent dans une effusion de sang et il prit la fuite vers les forêts situées près de la frontière thaïlandaise. Il se rendit compte que des violations massives des droits de l'homme avaient lieu dans ces régions occupées par des populations appartenant à des ethnies d'origine birmane, ces exactions étant liées à l'exploitation de ressources naturelles.

Ka Hsaw Wa recensa des milliers de cas de travaux forcés, d'exécutions, de viols et de confiscations de biens perpétrés par les militaires, dans le cadre de leur soutien au projet de pipe-line d'un consortium regroupant de grandes firmes pétrolières telles que la compagnie américaine Unocal ou la compagnie française Total. En 1995, il fut co-fondateur de Earth Rights International (Droits inter-nationaux de la Terre) et assura la formation d'une équipe pour la documentation. Les informations qu'il compila servirent de base à de nombreux rapports et témoignages et à un procès retentissant aux Etats-Unis.

Selon Ka Hsaw Wa : *« En détruisant nos forêts, nos arbres, notre faune et nos rivières, la dictature birmane et ses associés dans le crime détruisent également notre identité. Bien qu'ils détiennent l'argent, les armes et le pouvoir, la justice et la vérité sont de notre côté en ce qui concerne la défense des droits de l'homme et de l'environnement. »*

Samuel Nguiffo

La forêt tropicale d'Afrique centrale est de par sa taille la deuxième au monde derrière la forêt amazonienne. Considérée comme l'une des grandes réserves mondiales, elle abrite de nombreuses espèces menacées ainsi que des autochtones, tels que les Baka ou les Bagueli. Le Cameroun, pays situé à la frontière de ce vaste bassin forestier, est le plus grand exportateur de bois du continent. Mais les Camerounais tirent peu bénéfice de cette exploitation forestière industrielle, car les profits vont en priorité à des compagnies étrangères. Samuel Nguiffo, qui dirige le Centre pour l'environnement et le développement (CED) à Yaoundé, la capitale du Cameroun, œuvre sans relâche afin d'informer les aborigènes de l'existence d'un article peu connu de la loi forestière camerounaise autorisant la mise en place de communautés forestières, ce qui permet aux autochtones de gérer en toute légalité leurs terres traditionnelles.

Samuel Nguiffo est également à la tête d'un mouvement d'envergure internationale, dont le but est d'assurer que le projet de pipe-line de 1 050 km prévu pour relier le Tchad au Cameroun ne provoque pas de désordres sociaux à grande échelle, de destruction de l'habitat et de pollution marine. Il est le seul représentant africain participant au mouvement du CEO, une initiative de la Banque mondiale dont le but est de rassembler les dirigeants des sociétés d'exploitations forestières, les organisations de protection de l'environnement et les représentants des pays en voie de développement.

Selon S. Nguiffo : *« Ce qui se passe en ce moment dans le bassin du Congo ne peut être cautionné par une personne de bonne foi. Il n'est en effet pas acceptable que ce qui sert de base à la vie de millions d'individus soit détruit afin de satisfaire les appétits de quelques compagnies privées, la plupart du temps étrangères. »*

L'alternative bleue

En 1992, le gouvernement de Slovaquie fit renaître un projet initialement élaboré au temps du communisme, pour la construction d'un grand barrage à Tichy Potok, vers le haut de la rivière Torysa. Le barrage proposé aurait provoqué la destruction de l'environnement rural naturel ainsi que l'évacuation forcée de quatre villages vieux de 700 ans.

Michael Kravcik, ingénieur des eaux, était depuis longtemps en désaccord avec la politique de l'eau, maintenant révolue, pratiquée en Slovaquie, et en 1993, il proposa « Eaux pour le troisième millénaire », une solution alternative pour la gestion des eaux de son pays. Pour répondre à ce projet de barrage, il participa à la mise en place de « L'eau et le peuple », une organisation non gouvernementale. M. Kravcik fit la promotion de « L'alternative bleue », en tant que moyen d'obtenir la même quantité d'eau potable pour un coût à peu près équivalent à 20 % de celui du barrage proposé, tout en réduisant les effets destructeurs pour l'environnement. Cette alternative prévoit entre autre la construction de petits barrages, la décentralisation des autorités de gestion des eaux et la réhabilitation de terres agricoles.

L'eau et le peuple participa à l'organisation de camps d'été, de réunions publiques et de projets témoins, et les communautés gagnèrent en confiance quant à leurs capacités à influencer les processus de prises de décisions. En 1996, suite au succès de ces campagnes locales, le gouvernement annula le projet du barrage. En 1998, M. Kravcik participa à une campagne nationale éducative non orientée politiquement, destinée aux électeurs, dont la conséquence fut une participation record aux élections nationales. La participation des citoyens slovaques fut de 84 %, ce qui contribua à la défaite du premier ministre initiateur du projet du barrage de Tichy Potok.

Selon Michael Kravcik : *« Lorsque le peuple décide qu'il ne faut pas entreprendre tel ou tel projet, nul ne devrait contrecarrer cette décision. »*

Pour plus d'informations, contacter la Fondation Goldman pour l'environnement : One Lombard street, Suite 303, San Francisco, CA 94111, USA ; tél : 415-788-9090. Website : www.goldmanprice.org

Sources : La Fondation Goldman
Thématiques : environnement
Rubrique : Divers